

CLIMAT ET ÉLEVAGE

Mort aux vaches!

Raymond Klein

Une bonne partie des émissions de gaz à effet de serre anthropogènes, est liée à l'agriculture. Le tour du problème à quelques jours du début de la conférence climatique à Copenhague.

Le sujet n'a pas encore fait la une des journaux qu'on imagine déjà les réactions du Luxembourg « profond » : haro sur ces satanés écolos, qui veulent nous enlever non seulement nos bagnoles, mais aussi nos beefsteaks ! En effet, cette année, plusieurs rapports d'experts ont avancé la thèse que la production de viande et de lait a un impact climatique considérable, les estimations pouvant aller jusqu'à la moitié des gaz à effet de serre anthropogènes. Dès le Sommet de Rio en 1992, Georges Bush père avait sacralisé l'« american way of life », d'ailleurs assez représentatif du style de vie occidental en général et luxembourgeois plus particulièrement. Mais cette époque est finie. Que les boîtes de vitesses des grosses cylindrées soient automatiques ou mécaniques, que le steak vienne d'un boeuf aux hormones ou d'une vache folle, la surconsommation des carburants et des protéines d'origine animale apparaît aujourd'hui comme incompatible avec la survie de l'espèce humaine.

« L'agriculture est le mot oublié dans les négociations climatiques ». C'est ainsi que le service d'information en ligne Euractiv cite Gerald Nelson, chercheur à l'International food policy research institute (Ifpri). Dès

avril de cette année, l'Ifpri avait publié un rapport proposant d'inclure ce sujet dans les négociations d'un accord post-Kyoto. Même son de cloche lors de la publication d'une étude du Worldwatch institute (WWI) en juin : « Jusqu'ici, les communautés scientifique et politique se sont surtout concentrées sur l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables », critique Sara Scherr, une des auteures de l'étude. « Or, essayer d'éviter le changement climatique sans réduire les gaz à effet de serre générés par l'agriculture, la sylviculture et les autres utilisations des terres, conduira à l'échec. » Enfin, dans son numéro de novembre, le magazine du WWI publie un article iconoclaste intitulé : « Et si les acteurs clés du changement climatique étaient les vaches, les porcs et les poules ? »

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce n'est pas seulement le CO₂ émis lors de la respiration des animaux qui est en cause. Mais les fécès des animaux d'élevage, ainsi que les ruminations des bovins, émettent du méthane, un gaz à effet de serre bien plus puissant. Or, Robert Goodland et Jeff Anhang, auteurs du récent article, soutiennent que plus de la moitié des gaz à effet de serre mondiaux sont liés à l'élevage. Leurs calculs incluent la réévaluation de données sous-estimées dans d'autres études, et considèrent aussi l'utilisation des terres pour le pâturage et la production de nourriture animale. En effet, ces terres, si elles étaient couvertes de

forêt, comme elles l'étaient dans un passé plus ou moins récent, fixeraient une quantité de carbone environ dix fois supérieure. « Comme les automobiles, les animaux d'élevage sont une invention humaine (...) et la molécule de CO₂ expirée par une bête n'est pas plus naturelle que celle sortie du pot d'échappement d'une voiture. » Et en effet, comparée à l'époque pré-industrielle, il y a eu une forte augmentation dans l'atmosphère du méthane et de l'oxyde nitreux (N₂O, également à effet de serre), dont une bonne partie liée à l'agriculture intensive.

Eloge de l'herbe

Jean Stoll, ingénieur agronome et membre du Conseil supérieur pour un développement durable, interrogé par le woxx, émet quelques doutes sur la responsabilité unilatérale de l'agriculture d'élevage : « Si on se réfère aux pratiques d'engraissement, à base de grains et de soja, on obtient des émissions importantes par tête de bétail. Mais pour les animaux en pâturage, l'effet du méthane émis est contrebalancé par le CO₂ fixé dans les bêtes et les plantes », estime-t-il. De surcroît, les fécès humaines, non recyclées, seraient une source de gaz à effet de serre bien plus importante que les ruminations des vaches. Tout en critiquant la manière dont l'agriculture est mise au pilori, Stoll est formel : « C'est un sujet qui doit être abordé lors des négociations à Copenhague. »

Or, contrairement aux émissions industrielles de CO₂, une bonne partie

des émissions de source agricole provient des pays du Sud, qui jusqu'ici insistaient sur la responsabilité du Nord dans le réchauffement climatique. Dietmar Mirkes, coordinateur du Klimabündnis, insiste pour distinguer entre le carbone fossile, libéré par les carburants, et le carbone déjà en circulation dans la biosphère. « De toute façon, le CO₂ attribué à l'agriculture dans le Sud, par exemple à travers le défrichage de l'Amazonie, est la conséquence de la consommation de viande dans le Nord. » Pour lui, l'agriculture peut être incluse dans les négociations post-Kyoto, car « il n'y a pas de tabous ». Mais il affirme comprendre les réticences des pays en voie de développement et les nouveaux pays industrialisés : « Kyoto, qui court encore jusqu'en 2012, prévoyait une première réduction de la part des pays industrialisés occidentaux. Or, ceux-ci ont augmenté leurs émissions de 11,2 pour cent, et ne respectent donc pas l'accord qu'ils ont signé. »

Dans leur article, Goodland et Anhang expliquent que l'importance des émissions liées à l'agriculture constitue aussi une opportunité. Le méthane, en particulier, est un gaz à effet de serre beaucoup plus puissant que le CO₂, mais beaucoup moins persistant aussi. Avec une demie vie de cent ans, les effets des réductions des émissions de CO₂ ne se font sentir que sur le moyen terme, alors qu'une réduction du méthane, avec une demie vie de huit ans, permettrait d'atténuer rapidement l'effet de serre. Les

PHOTO: WOXX / HERMANN NITSCH, IZA, AKTION 22.09.2007, LEHRAKTION LUXEMBURG, GALERIE BEAUMONTPUBLIC



Nature morte avec cervelles et citrons. Le bilan climatique des produits d'élevage n'est pas meilleur que celui des fruits exotiques.

auteurs proposent des mesures permettant de réduire la consommation de viande et de lait de 25 pour cent d'ici 2017, correspondant à une réduction des gaz à effet de serre de 12,5 pour cent. Ils estiment aussi que pour une action rapide, il ne faut pas miser sur les Etats, mais sur la prise de conscience de l'agrobusiness : l'agriculture et l'industrie alimentaire pâtissent des catastrophes climatiques, sont menacées par la ruée sur les agrocarburants et disposent de l'expertise nécessaire pour proposer des produits de substitution à la viande et au lait.

« Pourquoi produire de la viande 'simulée' sur base de soja ? », demande Jean Stoll, qui s'inquiète du bilan écologique de tels processus de transformation. Selon lui, l'agriculture biologique va dans la bonne direction. « La viande est produite plus lentement que dans l'élevage conventionnel, sur des prairies riches en trèfle. » La capacité de cette plante à fixer l'azote atmosphérique permet de se contenter du fumier comme engrais, alors que le conventionnel a besoin de nitrates, dont la production est énergivore et qui libèrent de l'oxyde nitreux.

Mangez bio, mangez moins

Bernd Ewald de l'« Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur » (IBLA) évoque un « changement de cap » en matière de protection du climat, si l'ensemble des exploitations passait en bio. « Ce n'est pas l'éleva-

ge en tant que tel qui est le problème, tout dépend de la nourriture », insiste-t-il. « Dans une exploitation conventionnelle, l'engraissement a lieu indépendamment des surfaces agricoles disponibles, donc en important des denrées de pays comme le Brésil. Dans une ferme bio, au contraire, le principe est de lier la taille des troupeaux aux surfaces disponibles. »

Or, d'un point de vue global, les surfaces disponibles sont limitées. Une agriculture plus extensive signifie aussi moins de têtes de bétail par tête humaine. Les appels à manger moins de viande menacent-ils les filières liées à l'agriculture écologique, alors que la vente de viande bio permet des marges élevées ? Ewald explique que de toute façon, au Luxembourg, la demande de viande bio est plutôt faible - peut-être parce qu'une partie du public cible est de toute façon végétarien. « D'ailleurs, ici, même la production conventionnelle de viande de boeuf est en bonne partie extensive, avec recours aux pâturages. » Du côté de la production laitière, les choses sont différentes : « En bio, les restrictions au niveau de la nourriture permise nous limitent à quelque 5.000 litres par an, alors qu'une vache élevée en conventionnel en donne plus de 10.000. »

Dietmar Mirkes rappelle que le réseau Votum Klima s'est également prononcé en faveur de l'agriculture biologique. Manger mieux, mais aussi manger moins. « Chez moi à la maison, traditionnellement, un repas sans viande n'est pas un vrai re-

pas », avoue-t-il. « Ce n'est pas facile de changer cette habitude, mais j'essaie. » Jean Stoll a également tiré ses conséquences personnelles : « Je ne consomme presque plus de porc et peu de viande de poulet et d'œufs, car ces animaux sont nourris avec des grains qui pourraient nourrir des humains. » Le boeuf est à ses yeux moins problématique, puisqu'il peut être mis en pâturage. Tout en gardant à l'esprit que la consommation mondiale de viande doit être limitée. Stoll critique l'estimation de la « Food and agriculture organization » (FAO) d'un besoin de plus 70 pour cent de protéines animales en 2050. « Si on exporte notre technologie 'verte' au Sud, les problèmes empireront. Plutôt que de partir des besoins, il faudrait partir de la capacité de production agricole mondiale dans une perspective durable. » Stoll estime que les agriculteurs occidentaux n'ont pas compris l'enjeu du débat sur le climat et l'élevage. Ils ne sont pas les seuls. La réforme de la politique agricole commune risque de se heurter à un axe Paris-Bucarest, puisque, dans la nouvelle Commission européenne, la France a obtenu la nomination d'un commissaire roumain - a priori francophile - à l'agriculture.

Dans un monde où convergeraient non seulement les émissions de grammes de CO₂ par individu, mais aussi le nombre de kilos de viande, que mangerait-on ? Probablement plus de goulasch, puisqu'on utiliserait toutes les parties du bétail. L'élevage éco-socio-climatiquement correct fournirait

une viande de bonne qualité, mais chère. Peut-être qu'une introduction massive de viande produite in vitro concilierait enfin les amateurs de tournedos et les défenseurs des droits animaliers ? Ou alors, comme le suggèrent Goodland et Anhang, les produits sur base de soja triompheraient en tant que sous-produit de l'élaboration d'agrodiesel ?

Cette dernière option n'enchantait guère Dietmar Mirkes. Il rappelle que la FAO prévoit une augmentation des famines dans le monde. « La substitution de la viande par des produits à base de soja ne doit pas conduire dans les pays du Sud à réduire les surfaces agraires disponibles pour les besoins propres. » A ses yeux, la protection du climat est importante, mais les objectifs du millénium, l'aide au développement et la souveraineté alimentaire ne doivent pas être oubliés. « Ce n'est pas seulement une question de justice », insiste Mirkes, « sans cela, politiquement, la protection du climat ne sera pas acceptée dans les pays du Sud. »